

SFR, vers une saignée salariale de 5000 emplois en 2017 ?

Patrick Drahi avait lancé la première salve [depuis les Etats-Unis](#), « *il y a trop de salariés chez SFR* ». Il avait été suivi par Michel Combes, PDG de SFR, qui devant l'Assemblée nationale avait précisé que [les salariés de SFR allaient être obligés de s'adapter](#). Pour les deux dirigeants, ces propos n'avaient que pour intérêt de préparer opinion publique et élus à un plan social dans les prochains mois. Le seul souci est que l'on ne connaissait pas l'ampleur de la saignée sociale prévue chez l'opérateur.

Selon le Monde, « *la directrice des ressources humaines, Florence Cauvet, a confirmé mardi 26 juillet aux organisations syndicales que le groupe avait pour objectif de ramener l'effectif de l'opérateur télécom de 14 300 salariés à 9 000 personnes d'ici la fin 2017, ce qui revient à supprimer environ 5 000 emplois* ». Un tiers des effectifs pourrait donc être supprimé chez SFR. D'autres sources syndicales indiquent que « *la direction s'était engagée à ce que le niveau des effectifs ne descende pas sous le seuil de 10 000 d'ici 2019, contre 15 000 actuellement* ».

Un accord sur l'emploi contraignant jusqu'en 2017

L'opérateur est obligé d'attendre 2017 pour procéder à ce vaste plan de restructuration. Car lors du rachat de SFR par Altice, le gouvernement avait imposé un engagement de maintien de l'emploi pendant 3 ans. Cet accord se termine en juillet 2017.

Interrogé sur ces informations, un porte-parole du groupe SFR n'a pas souhaité commenter le chiffre avancé par les sources syndicales. Il a indiqué à Reuters, « *SFR a un engagement sur l'emploi jusqu'en 2017 que nous respecterons* », a-t-il dit. Il a ajouté « *nous avons des réunions de travail avec les syndicats depuis plusieurs mois pour préparer la nécessaire réorganisation de SFR* ».

Cela fait déjà plusieurs mois que les syndicats tirent la sonnette d'alarme sur le malaise des salariés. Au début juin, des mails ont été envoyés [aux salariés de la branche distribution](#) pour leur annoncer un plan de départ volontaire. A la fin juin, c'est [la branche intégration, SFR Business Solutions](#) qui s'est mise en grève après la remise en cause d'un accord d'intéressement.

On peut citer également les inquiétudes chez les prestataires de SFR comme les centres d'appel. 3000 emplois seraient menacés. Parmi eux, un centre d'appel basé à Tulle, le Président François Hollande a demandé à Patrick Drahi un délai pour trouver de nouveaux clients pour le centre d'appels de Favars en Corrèze.

A lire aussi :

[SFR lance une offre de reprise d'activité dans le Cloud](#)

[Bouygues Telecom acte la fin de l'itinérance 4G avec SFR pour fin 2018](#)